

# “Je suis blanchi à 100 % dans le dossier soudanais”

Theo Francken (N-VA) se justifie dans l'affaire des Soudanais et sur les visites domiciliaires. ■ Il verrait bien Didier Reynders prendre la tête de la Région bruxelloise.

*“Les témoignages de Soudanais alléguant de tortures ont été récupérés médiatiquement par l'opposition et les ONG.*

*Ahmed Laaouej (chef du groupe PS à la Chambre) avait même dit que j'avais du sang sur les mains... Je suis content que le CGRA ait démontré que des éléments cruciaux des témoignages étaient faux.”*

Entretien Frédéric Chardon

**T**heo Francken (N-VA) vient de connaître une nouvelle période de hautes turbulences. Des Soudanais rapatriés affirmaient avoir été torturés à leur retour dans leur pays. Du coup, l'hypothèse d'une démission du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration a été évoquée. Mais un rapport du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) a disculpé le gouvernement. Theo Francken revient sur ces événements.

**Le rapport du CGRA sur les Soudanais rapatriés était positif pour vous et le gouvernement. Les témoignages affirmant qu'il y avait eu des tortures seraient faux.**

Le rapport du CGRA est intéressant sur plusieurs points. D'abord, sur les missions d'identification. On en a fait au minimum 14 depuis 2000. Ces missions concernaient des pays douteux sur le plan du respect des droits humains : la Russie, la Chine... Pour les Soudanais, cela s'est déroulé exactement de la même manière que toutes les missions précédentes. Les recommandations du CGRA sur la manière d'organiser une mission d'identification optimale sont très pertinentes pour l'avenir, mais les mêmes remarques pouvaient être faites pour les missions avant mon mandat. Mais, ok, je vais améliorer les procédures, pas de problème.

**Et sur les tortures, donc ?**

Ces témoignages, alléguant de tortures, ont été récupérés médiatiquement par l'opposition et les ONG. Ahmed Laaouej (chef du groupe PS à la Chambre) avait même dit que j'avais du sang sur les mains... Je suis content que le CGRA ait démontré que des éléments cruciaux des témoignages étaient faux et que cela jetait le doute sur l'ensemble du témoignage. Le témoin clef de l'institut Tahrir a dit qu'il avait été emprisonné pendant 48 heures et qu'on l'aurait battu pendant 3 heures avec un bâton. Mais, après enquête du CGRA, pendant cette même période, cette personne s'est rendue à l'office de l'Organisation interna-

tionale pour les migrations (OIM) à Khartoum. Comment peut-on se faire battre pendant aussi longtemps et se rendre, comme si de rien n'était, et en totale liberté, à l'OIM où il n'a d'ailleurs fait aucune remarque sur des tortures ? Il a menti, hein. Sorry.

**Mais le CGRA dit aussi qu'il ne peut pas prouver que les Soudanais n'ont pas été torturés...**

Mais est-ce qu'on vit dans un Etat de droit ou pas ? C'est le renversement de la charge de la preuve ! Le CGRA dit simplement qu'il ne peut pas être à 100 % sûr qu'il n'y a pas eu de torture. Mais on ne peut jamais être sûr à 100 %, à moins d'installer des caméras de manière permanente qui auraient filmé les Soudanais dès leur arrivée à Khartoum. On ne peut pas faire cela...

**Vous vous sentez blanchi à 100 % ?**

Oui, je me sens blanchi à 100 %. Il y a des remarques sur les procédures ? Ok, je vais les mettre en œuvre : il y aura un traducteur pour les missions d'identification et la présence en permanence d'un collaborateur de l'Office des étrangers lors des interviews des migrants. Les remarques du CGRA portaient aussi sur l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (nul ne peut être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants, Ndlr). Je vais proposer au gouvernement une réforme à ce sujet la semaine prochaine. Comment peut-on s'assurer qu'il n'y a pas de risque à rapatrier les gens qui ne demandent pas l'asile ? C'est la question que je tente de résoudre. Le CGRA a l'expertise pour déterminer cela. Les gens de l'Office des étrangers ne l'ont pas et ce n'est d'ailleurs pas leur job.

Le CGRA va devoir aider l'Office des étrangers.

**Le projet sur les visites domiciliaires a provoqué une vague de réactions très forte. Le gouvernement est-il allé trop loin ?**

Pas pour moi, non. Le Conseil d'Etat a approuvé notre projet de loi. La Commission de la vie privée, égale-

ment. Sur les visites domiciliaires, l'amalgame est vraiment incroyable. Chaque année, il y a environ 2 000 contrôles d'adresses effectués par la police locale pour les illégaux. Plusieurs personnes arrivées en fin de procédure préfèrent ne pas respecter un ordre de quitter le territoire que l'Office des étrangers leur a signifié. Ils

restent donc sur le territoire belge de manière totalement illégale. Quel était le problème qui nous a conduits au projet actuel ? Il y a une difficulté avec les illégaux qui résident à une adresse que l'on connaît mais où on ne peut pas rentrer car les occupants gardent la porte close quand on s'y présente. Ce que l'on propose, c'est simplement de pouvoir entrer à l'avenir au domicile

des illégaux avec l'accord d'un juge d'instruction.

**Mais comment expliquez-vous l'émotion autour de ce projet, alors ?**

Ce dossier est arrivé dans les médias alors que l'on parlait du parc Maximilien et de la plateforme citoyenne. Mais ça n'a rien à voir ! Il s'agit de deux situations totalement distinctes l'une de l'autre. Dans le cas visé par mon projet de loi, les personnes en séjour illégal ont déjà reçu un ordre de quitter qu'elles refusent d'exécuter. Tandis que le cas du parc Maximilien, pour lequel il y a une certaine mobilisation citoyenne, n'est pas visé dans mon projet. La loi dit qu'héberger les illégaux n'est pas interdit si c'est pour des raisons humanitaires. Cet article ne sera pas modifié.

*“Le cas du parc Maximilien, pour lequel il y a une certaine mobilisation citoyenne, n'est pas visé dans mon projet sur les visites domiciliaires. La loi dit qu'héberger les illégaux n'est pas interdit si c'est pour des raisons humanitaires. Cet article ne sera pas modifié.”*

*“Je veux que la politique migratoire que je mène recueille un soutien dans tout le pays. Pas seulement côté flamand. Je ne suis pas là pour faire du communautaire sur le dossier migratoire.”*

## “Reynders comme ministre-Président bruxellois, ce serait une très bonne chose”

**Le député Alain Maron (Ecolo) a appelé à utiliser les règles anti-Vlaams Belang à Bruxelles pour empêcher la N-VA de monter dans le gouvernement bruxellois. Votre réaction ?**

C'est hallucinant qu'un homme de gauche dise qu'il va utiliser cela contre la N-VA. La conception démocratique d'Ecolo me fait très peur.

**La N-VA a vocation à entrer au gouvernement bruxellois ?**

Je pense que la démocratie va suivre son cours en 2019. Ce sont les Bruxellois qui devront décider. Je vois tous les scandales du PS à Bruxelles et la manière dont il mène la politique ici... C'est de la mauvaise gouvernance. C'est incroyable. Et, chaque fois qu'on pense que c'est fini, que c'est le dernier dossier, de nouveaux arrivent. Comme avec ce collaborateur de l'agence de la dette (Brinfin) qui gagne des montants plus élevés que le salaire du Premier ministre de Belgique... Il gagne

300 000 euros par an ! Alors qu'il n'a rien à faire. Moi, ça me dépasse. Et puis, il y a le piétonnier... En tant qu'homme qui aime Bruxelles, ça me fait mal de voir ça à 100 mètres de la Grand-Place. En plus, cet endroit est dangereux ! Dangereux ! Pour une fille seule, de 18 ans, le vendredi soir, à 22 heures, c'est dangereux d'être là. Il y a là beaucoup de gens le soir qui n'ont rien à y faire.

**Didier Reynders (MR) ministre-Président de la Région bruxelloise, ce serait une bonne chose ? Il se verrait bien à cette fonction.**

Une très bonne chose. C'est un homme fort. Bruxelles a besoin d'un homme fort. Ça, c'est clair. Pour vraiment nettoyer la mauvaise gouvernance ici. La N-VA a également des hommes et des femmes très compétents à Bruxelles.

**Vous êtes le politique flamand le plus populaire en Wallonie. Comment l'expliquez-vous ?**

Je peux seulement dire que beaucoup de francophones donnent leur soutien à la politique que ce gouvernement mène. On est très humains pour les plus vulnérables. Et on est très stricts pour ceux qui abusent de notre hospitalité. Moi, je suis très humain pour les plus vulnérables. C'est clair que cela ne fait pas la première page des journaux. Mais je fais cela aussi, oui. A Bruxelles et en Wallonie, les citoyens n'ont pas besoin des journalistes et éditorialistes. Ils se font eux-mêmes une opinion sur les choses.

**C'est important pour vous d'être populaire en Wallonie et à Bruxelles, en tant que nationaliste flamand ?**

J'adore Bruxelles et j'aime les Wallons. Alors, oui, absolument. Je suis dans un gouvernement fédéral et donc je veux que la politique migratoire que je mène recueille un soutien dans tout le pays. Pas seulement côté flamand. Je ne suis pas là pour faire du communautaire sur le dossier migratoire. Je ne l'ai jamais fait. Vous pouvez demander, concernant la crise de l'asile, j'ai toujours veillé à ouvrir des centres d'asile partout pour éviter qu'on dise : "Il fait tous les grands centres en Wallonie, et rien en Flandre." Non, car c'est très sensible. Cela peut très vite chauffer, surtout quand il s'agit de la N-VA...